



## LES SYNDICATS À LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES CCNUCC - COP15

7-18 décembre 2009 à Copenhague, Danemark

☞ Ce rapport d'activité est disponible sur :  
[http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC\\_COP15\\_ITUC\\_report\\_final\\_FR.pdf](http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC_COP15_ITUC_report_final_FR.pdf)

### Synthèse

Plus de 400 syndicalistes ont participé aux activités liées à la 15<sup>e</sup> Conférence des parties (COP15) de la CCNUCC, qui s'est tenue du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague (Danemark). Un compte rendu sur le travail des syndicats est présenté dans la section 1 du présent rapport.

Dans la mesure où nos actions avaient pour but d'obtenir un résultat ambitieux aussi bien pour la planète que pour les travailleurs, il est très difficile d'évaluer l'impact des activités menées par les syndicats dans le contexte difficile décrit ci-dessous. Toutefois, la délégation des syndicats a fait de son mieux pour pousser les gouvernements à adopter une nouvelle direction et elle a fortement plaidé en faveur d'une action climatique dans les pays développés et en développement.

Concernant les principaux éléments des résultats de Copenhague et à la lumière des demandes formulées par le mouvement syndical dans sa déclaration à la COP15, il est juste d'affirmer que la conférence n'est pas parvenue à assurer un cadre juridiquement contraignant à la lutte contre le changement climatique pour la période post-2012, ni un objectif politiquement ambitieux pour l'action climatique dans un avenir proche, ni la reconnaissance des aspects sociaux et liés à l'emploi de la lutte contre le changement climatique.

La conférence a au moins convenu de renouveler le mandat des deux groupes de travail chargés du régime post-2012 (l'AWG-LCA et l'AWG-KP), sur la base de certains des documents élaborés jusqu'alors (qui n'incluaient pas le projet de texte sur la vision partagée, laquelle intégrait nos concepts de transition juste/travail décent, mais évoquaient tout de même la notion de transition juste dans une section intitulée « mesures d'intervention »).



Photo : Sustainlabour

L'« accord de Copenhague » obtenu à la fin de la conférence, qui a été seulement acté et non adopté comme document de la CCNUCC, et qui par conséquent ne dispose pas de statut officiel, ne mentionne pas les éléments clés de la déclaration de position<sup>1</sup> des syndicats sur la COP15, telle que détaillée en section 2.

En outre, des doutes demeurent quant à la capacité du processus de négociation à assimiler et à se remettre d'une issue aussi négative, ainsi qu'à l'aptitude des négociateurs à obtenir des mandats nationaux

<sup>1</sup> Ces éléments clés contenaient les nécessités suivantes :

- un cadre juridiquement contraignant
- un accord indiquant le niveau des réductions d'émissions que les pays développés doivent atteindre d'ici à 2020 pour maintenir une hausse des températures inférieure à 2 °C, ce qui exige une réduction de 25 % à 40 % par rapport aux niveaux de 1990, ainsi que des actions ambitieuses et mesurables dans les grandes économies émergentes
- un engagement des pays développés à fournir suffisamment de fonds pour les actions d'adaptation et d'atténuation dans les pays en développement
- une reconnaissance claire de la nécessité d'assurer la justice sociale durant la transition vers une économie sobre en carbone et résistante aux chocs climatiques, telle que définie par le concept de transition juste

différents de ceux qui ont conduit au blocage des négociations dans la capitale danoise.

Si cet échec peut en partie s'expliquer par la complexité du processus de négociation des Nations Unies et par le fait qu'il était difficile d'obtenir un consensus sur autant de questions techniques dans un délai aussi court, l'étonnant manque d'ambition du résultat final s'explique principalement par l'absence de leadership politique de certains des grands acteurs des négociations. Le manque d'ambition des objectifs de réduction des émissions promis par les États-Unis, leur promesse *a minima* de financer l'adaptation dans les pays en développement sous réserve d'une conditionnalité rigoureuse, l'incapacité de l'Union européenne à s'orienter vers un objectif de 30 % de réduction des GES par rapport aux niveaux de 1990 et la position généralement négative de tous les pays développés pour s'accorder sur une deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto ont renforcé l'environnement de défiance et de conservatisme du côté des économies émergentes. La Chine a en particulier joué un rôle important dans les dernières heures de la conférence en faisant table rase de tout ce qui restait d'ambitieux (c.-à-d. adopter comme nouvel objectif d'un accord une augmentation moyenne des températures de 1,5 °C maximum, suite aux récentes données scientifiques indiquant que des dommages irréversibles pourraient apparaître au-delà de ce point de basculement), et ce pour des raisons évidentes : si les pays développés ne s'engagent pas sur des objectifs ambitieux, les économies émergentes devront elles aussi faire des efforts pour atteindre les objectifs mondiaux.

Il est clair que les problèmes de Copenhague sont également symptomatiques d'autres enjeux plus structurels du système multilatéral, comme par exemple la difficulté d'abandonner les souverainetés nationales, la diversité des rythmes et les modèles de croissance et de développement, le rôle accru des économies émergentes dans le système multilatéral et les relations tendues entre les États-Unis et la Chine.

Les activités organisées par les syndicats, par exemple le pavillon du Monde du travail (World of Work pavilion ou WoW), ont attiré plus d'un millier de personnes malgré le contexte très difficile. La participation du mouvement syndical à la grande manifestation pacifiste en faveur d'une action climatique a été bien accueillie par les autres partenaires de la société civile. Mais à l'intérieur comme à l'extérieur de la conférence, la mobilisation de la société civile a été entravée par des mesures sécuritaires disproportionnées et désorganisées. Un rapport et une évaluation détaillés des activités entreprises à Copenhague sont présentés en section 3.

Même si le suivi de la conférence sur le climat doit encore être clarifié par la CCNUCC, le mouvement syndical doit néanmoins conserver une dynamique et améliorer sa capacité en matière de changement climatique, afin de donner plus de poids et d'efficacité à notre mouvement dans ce processus au cours des années à venir. Nos propositions initiales de travail sont présentées en section 4.

## **Table des matières**

- 1. Historique de la COP15, priorités et participation des syndicats (y compris les répartitions hommes-femmes et géographique)**
- 2. Activités des syndicats à la COP15**
- 3. Évaluation des progrès**
  - Évaluation des progrès des politiques de changement climatique et des questions liées au travail dans les négociations
  - Évaluation de l'action des syndicats
- 4. Suivi et planification pour l'année prochaine**

## **1. Historique de la COP15, priorités et participation des syndicats (y compris les répartitions hommes-femmes et géographique)**

### **Historique de la COP15**

La 15<sup>e</sup> session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP15) avait pour mandat d'élaborer un nouveau cadre pour la réduction des émissions et l'adaptation au changement climatique, lequel se serait inscrit dans la continuité des efforts et des engagements du Protocole de Kyoto et aurait inclus des engagements contraignants basés sur les responsabilités communes, mais différenciées, des pays négociant au titre de la convention.

Dès la fin de la COP14 à Poznan, et durant toute l'année, plusieurs négociations préparatoires ont eu lieu, avec pour objectif de clarifier et de peaufiner le document devant être négocié à Copenhague.

Malheureusement, aucune de ces négociations n'a permis de réaliser les progrès nécessaires et la perspective d'une issue favorable à Copenhague s'est progressivement évanouie à l'approche du sommet. On espérait pourtant que la présence de grands dirigeants mondiaux contribuerait à « démêler » les principales contradictions des négociations et à fournir les nouveaux mandats de négociation nationaux nécessaires pour conclure la réunion avec succès.

La CSI et son groupe de travail sur le changement climatique ont suivi de près toutes les réunions préparatoires et effectué un compte rendu détaillé des progrès concernant les grands enjeux des négociations. D'intenses efforts de lobbying ont été entrepris durant ces réunions, dans le but d'expliquer et de promouvoir les priorités syndicales dans les textes de négociation.

Avant le sommet, la CSI a estimé qu'un accord ambitieux et juste était possible, une analyse partagée par des commentateurs informés et, de fait, par la grande partie de la société civile. Pour la première fois, il existait de réelles possibilités d'obtenir, enfin, un accord reconnaissant l'importance de garantir une transition juste et un travail décent en matière de changement climatique.

### Priorités des syndicats

À Copenhague, le mouvement syndical international a fait part de deux objectifs cruciaux : en premier lieu, appuyer les efforts pour arriver à un accord ambitieux à l'issue de la COP15, en second lieu, veiller à ce que les principales questions liées au travail soient incluses à ces décisions. La complexité du processus et les différents aspects de ces objectifs syndicaux ont rendu nécessaire l'identification des divers moyens d'atteindre ces objectifs.

En termes de contenu, la CSI a adopté une déclaration majeure intitulée « Syndicats et changement climatique : équité, justice et solidarité dans la lutte contre le changement climatique », laquelle aborde les aspects les plus essentiels du changement climatique, ses rapports avec le monde du travail et le rôle des syndicats. Cette déclaration établit les grandes priorités du mouvement syndical dans les négociations et ses relations avec les autres acteurs de la prise de décision en matière de changement climatique.

*Cette déclaration est disponible sur <http://climate.ituc-csi.org/-documents-.html?lang=en> et des versions imprimées peuvent être obtenues sur demande*

Pour résumer, cette déclaration de la CSI énonce que :

- Lutter contre le changement climatique est crucial pour les intérêts économiques, sociaux et environnementaux de toutes les populations du monde. Par conséquent, les syndicats appellent tous les gouvernements à décider rapidement d'un nouvel accord post-2012 contraignant, juste et ambitieux qui limite la hausse des températures à 2 °C maximum et ouvre la voie à une réduction des émissions mondiales de l'ordre de 85 % d'ici à 2050. La déclaration évoque l'engagement des syndicats d'en appeler aux gouvernements des pays développés pour qu'ils s'engagent sur des objectifs à moyen terme de réduction des émissions qui permettront de réaliser les objectifs généraux décrits ci-dessus, lesquels consistent en une réduction d'environ 25 % à 40 % par rapport aux niveaux de 1990. Elle appelle les pays en développement ayant la capacité de le faire, en particulier les économies émergentes, à prendre les mesures nécessaires pour passer à une économie sobre en carbone, notamment via la promotion des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les technologies de captage et de stockage et la réduction de la déforestation.
- Il est temps pour les décideurs responsables du changement climatique de comprendre que nous avons besoin d'une « transition juste » et que de ce fait, la transformation économique ne peut être laissée à la « main invisible » du marché. Les investissements gouvernementaux, le développement de l'innovation et des compétences, la protection sociale et la consultation des partenaires sociaux (syndicats et patronat) sont essentiels si nous voulons réussir le changement. Les politiques climatiques doivent contribuer à redonner espoir, à réparer et reconstruire les économies nationales sur une base durable et à créer des emplois tout en réduisant les émissions de GES ; cela ne se produira que si des politiques publiques sont mises en place pour stimuler un investissement « vert » à même de créer des emplois décents.
- Il est indispensable que les pays développés allouent des fonds publics suffisants aux mesures d'adaptation dans les pays en développement. Les dispositifs de protection sociale, la promotion du travail décent et les services publics de qualité, considérés comme des moyens de réduire la pauvreté et, partant, la vulnérabilité au climat, sont fondamentaux.

- D'importants investissements sont nécessaires pour élaborer des politiques industrielles à long terme destinées à conserver et créer des emplois décents « verts » et durables, à « verdir » tous les lieux de travail et à développer et déployer les technologies.
- Les actions sur le lieu de travail sont cruciales pour obtenir le changement. Il est nécessaire, pour les travailleurs et les lieux de travail, que des politiques proactives et préventives soient mises en place en termes d'adaptation au changement climatique et d'impacts des politiques d'atténuation.

Les priorités ci-dessus ont été notamment mises en avant au moyen d'un lobbying actif durant les négociations, de campagnes menées avec d'autres organisations de la société civile et de l'animation d'un espace syndical public pour débattre de ces questions (le pavillon du Monde du travail, WoW).

En termes de négociations, et du fait de l'évolution des textes de négociation durant toute l'année, les priorités des syndicats se sont traduites en trois grandes propositions, lesquelles ont été envoyées par les affiliés à leurs gouvernements avant le sommet pour leur demander de :

1. *Plaider pour un accord ambitieux, contraignant et juste à Copenhague, posant les bases des réductions d'émissions à moyen et long termes et les fondements d'une adaptation durable aux effets du changement climatique dans les pays en développement.*
2. *Veiller à ce que le nouvel accord maintienne l'appel à une « transition juste pour les travailleurs, permettant de créer des emplois décents et de qualité » tel qu'il apparaît dans le projet de négociation.*
3. *Ajouter une définition des « parties prenantes » ou de la « société civile » suite aux définitions convenues dans l'Agenda 21, comme un moyen de reconnaître aux syndicats le rôle de parties prenantes concernées dans cette discussion. Dans l'« Agenda 21 », les syndicats sont reconnus comme l'un des neufs groupes majeurs des décisions liées au développement durable.*

Pour plus d'informations à ce sujet, la lettre envoyée par la CSI à tous les affiliés est disponible sur :

<http://climate.ituc-csi.org/write-to-your-government-before.html?lang=en>

Les fédérations syndicales internationales ayant participé au sommet de Copenhague ont adopté et publié des déclarations de principe conformes à la politique de la CSI.

ISP

[http://www.world-](http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=COP15&CONTENTID=23982&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm)

[psi.org/TemplateEn.cfm?Section=COP15&CONTENTID=23982&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm](http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=COP15&CONTENTID=23982&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm)

IBB <http://www.bwint.org/default.asp?index=2470&Language=EN>

ICEM <http://www.icem.org/en/97-Sustainable-Development-Health-and-Safety/3576-ICEM:-COP-15-Second-Week-Diary-and-Commentary-12-18-December>

FIOM <http://www.imfmetal.org/index.cfm?c=21574>

ITF <http://www.itfglobal.org/transport-international/ti37countdown.cfm>

CES <http://etuc.org/a/6594>

FEM <http://www.industrialpolicy.eu/EMF/Green-manifesto>

*De nombreuses confédérations syndicales ont adopté des déclarations de principe et les affiliés sont invités à leur soumettre leurs déclarations, ou liens y menant, afin que la CSI puisse préparer un historique des positions syndicales.*

## **Participation des syndicats (y compris les répartitions hommes-femmes et géographique)**

La 15<sup>e</sup> Conférence des parties de la CCNUCC a été la plus grande conférence jamais organisée sur le changement climatique. Étant donné que l'on s'attendait largement à ce que des décisions majeures soient prises à Copenhague, plus de 45 000 personnes se sont inscrites auprès de la CCNUCC pour assister à la COP15, et davantage encore se sont rendues dans la capitale danoise pour participer aux activités organisées en marge. Le mouvement syndical international estimait qu'il était fondamental que le mouvement des travailleurs montre son engagement en faveur d'une issue juste, ambitieuse et

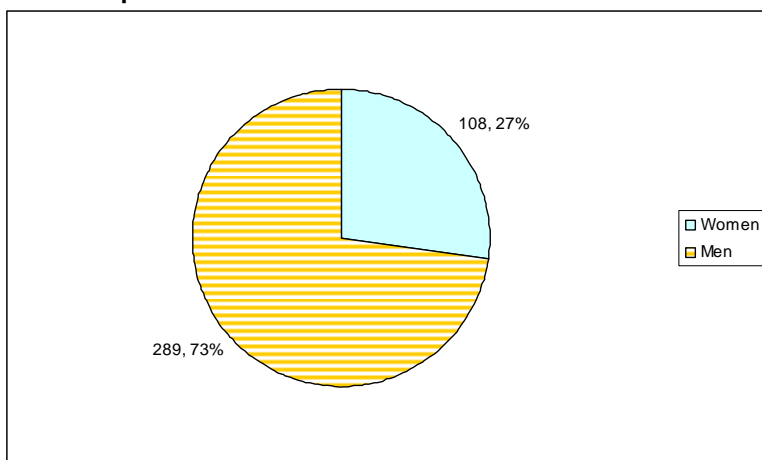
contraignante et de l'accroissement de l'intérêt porté à nos demandes en faveur d'une « transition juste » au moment de prendre ces décisions ; la CSI a donc lancé une invitation ouverte à ses affiliés pour qu'ils assistent au sommet. La réponse des affiliés et des fédérations syndicales internationales fut impressionnante ; comme le confirment les statistiques ci-dessous, plus de 400 syndicalistes se sont rendus à Copenhague pour manifester de différentes manières l'engagement du mouvement syndical en matière de climat. Parmi eux, 290 formaient la délégation officielle des syndicats à la COP15 (la différence s'explique par les restrictions imposées par le secrétariat de la CCNUCC sur les observateurs de la société civile, ainsi que par les difficultés rencontrées pour obtenir une accréditation ou même l'accès au centre de conférences de l'ONU).

De nombreux représentants des syndicats apparaissent sur la liste des participants ci-dessous ; d'autres ont participé à la manifestation de la société civile et ne sont pas cités, mais tous les délégués syndicaux méritent d'être reconnus et félicités.

- Délégation syndicale à Copenhague<sup>2</sup> :  
[http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC\\_COP15\\_DelegatesList\\_Final.pdf](http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC_COP15_DelegatesList_Final.pdf)

À partir de cette liste, il est possible d'identifier la répartition hommes-femmes et la répartition géographique de la délégation syndicale. D'après nos calculs, 73 % des délégués étaient des hommes et 27 % des femmes. Il est donc nécessaire d'envisager des mesures avant la prochaine conférence afin de présenter une délégation plus équilibrée en termes de genre.

#### Répartition hommes-femmes



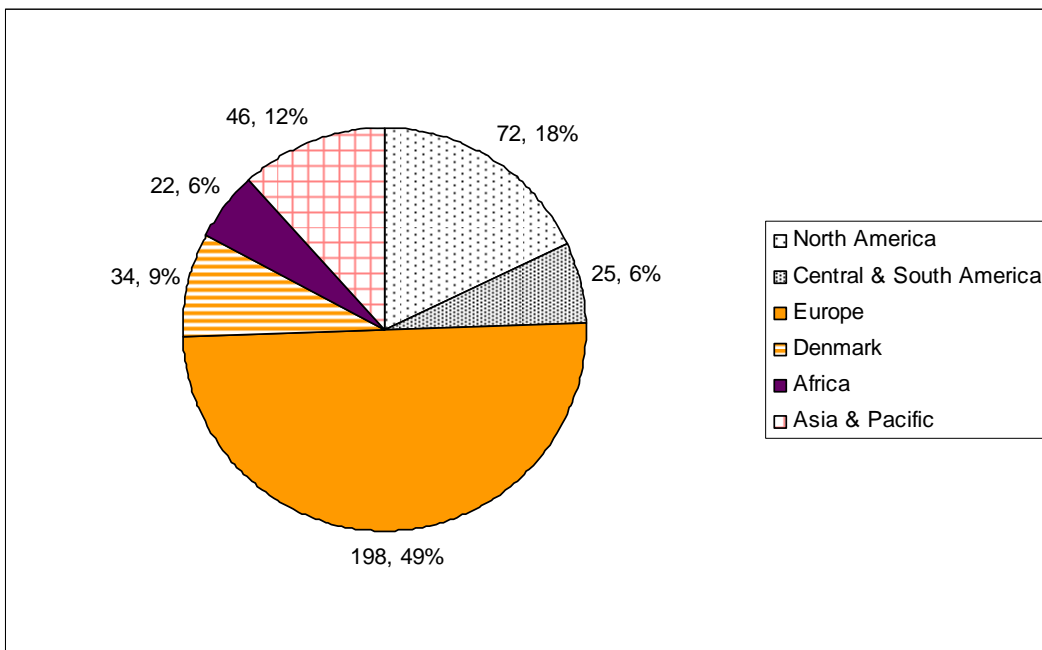
(femmes  
hommes)

En termes de distribution régionale, et compte tenu du fait que la conférence s'est déroulée en Europe, le nombre de délégués provenant de cette région fut sans surprise prédominant (58 %). Il faut également noter l'augmentation de la représentation des syndicats nord-américains (Canada et États-Unis en particulier, lesquels représentaient 20 % du total) et les efforts effectués pour faire en sorte que l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine soient représentées par un nombre considérablement plus important que les fois précédentes. La CSI aimerait particulièrement remercier les syndicats YS (Norvège), LO (Danemark), Sustainlabour et TUC (Royaume-Uni), pour avoir encouragé la participation des syndicats des pays en développement.

Il faut cependant reconnaître qu'un juste équilibre dans la participation Nord-Sud n'a pas été atteint, signe qu'il sera nécessaire de discuter en interne des manières innovantes de corriger ce déséquilibre (par un parrainage accru des syndicats des pays en développement, etc.)

#### Répartition régionale

<sup>2</sup> Les conditions tumultueuses dans lesquelles les accréditations furent attribuées durant la CCNUCC rendent très difficile l'évaluation du nombre final de délégués syndicaux ayant réellement accédé au centre de l'ONU. Cette liste n'inclut que les délégués ayant pris part aux négociations de la CCNUCC et/ou aux événements syndicaux extérieurs (pavillon WoW, sessions matinales de coordination, etc.)



Amérique du Nord

Amérique centrale et du Sud

Europe

Danemark

Afrique

Asie et Pacifique

La délégation de la CSI a fait part de préoccupations accrues durant la COP15 quant à la difficulté, pour la société civile, d'accéder au centre de conférences de l'ONU ainsi qu'à l'attitude répressive de certains éléments des forces de sécurité envers les représentants de la société civile. La CSI est par la suite entrée en relation avec la CCNUCC dans le but de s'assurer que les événements de Copenhague ne créeront pas un précédent.

## 2. Activités des syndicats à la COP15

### Promouvoir la position des syndicats sur le changement climatique

La déclaration des syndicats décrite en section 1 « Syndicats et changement climatique : équité, justice et solidarité dans la lutte contre le changement climatique » a été distribuée à toutes les délégations durant la COP15. Cette publication est disponible sur demande.

En outre, la CSI a préparé un dépliant expliquant le concept de transition juste et destiné à clarifier notre proposition en fournissant des exemples de politiques et en établissant un lien solide avec les négociations climatiques.

Ce dépliant est disponible en plusieurs langues sur notre site Internet (les langues autres que l'espagnol et le français se trouvent dans la section anglais)

- Anglais <http://climate.ituc-csi.org/what-s-just-transition.html?lang=en>
- Français <http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/01-TransitionFR.pdf>
- Espagnol <http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/01-TransitionES.pdf>
- Allemand <http://climate.ituc-csi.org/what-s-just-transition.html?lang=en>
- Japonais <http://climate.ituc-csi.org/what-s-just-transition.html?lang=en>
- Russe <http://climate.ituc-csi.org/what-s-just-transition.html?lang=en>

**Grâce aux efforts des affiliés, des réunions bilatérales ont été organisées entre la CSI et de nombreux responsables gouvernementaux** (remarque aux participants syndicaux : si vous souhaitez fournir une phrase résumant les éléments clés de ces réunions, elle sera incluse dans le rapport final)

Les représentants des gouvernements suivants ont été accueillis par une délégation internationale emmenée par des affiliés nationaux et la CSI : Argentine, Bangladesh, Japon, Mexique, Népal, République dominicaine, Royaume-Uni et Suède. Par ailleurs, plusieurs affiliés ont mené des discussions bilatérales durant la COP15, notamment l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les États-Unis, la France, le Nicaragua, la Norvège, la Zambie et le Zimbabwe.

Lors d'une réunion avec la ministre britannique de l'Énergie et du Changement climatique, Joan Ruddock (le 16 décembre 2009), celle-ci a indiqué que le gouvernement britannique encourageait l'UE à annoncer son soutien en faveur d'une réduction élevée des émissions CO<sub>2</sub>, de l'ordre de 30 %, d'ici à 2020. La ministre a également souhaité que le texte de la CSI sur la transition juste soit conservé dans l'accord final<sup>3</sup>.

Cet aspect de notre travail a été sérieusement compromis par les restrictions inattendues qui ont été imposées aux représentants de la société civile durant la seconde semaine de négociations. Du fait de ces restrictions, plusieurs rendez-vous ont dû être annulés.

Il faut noter que deux gouvernements ont inclus dans leur mandat national pour la COP15 l'appel à une transition juste, à savoir l'Argentine et la Norvège. L'Argentine a même mentionné l'importance d'inclure la transition juste à la réunion plénière de haut niveau (5:39 minutes, <http://www.youtube.com/watch?v=N9n5W9rrdJw>). Il s'agit là d'un objectif qui devrait être recherché par toutes les délégations gouvernementales lors des prochaines réunions.

**Secrétariat de la CCNUCC :** les délégués de la CSI ont participé à une réunion d'information destinée aux organisations de la société civile, convoquée par Yvo de Boer, le secrétaire exécutif de la CCNUCC, ainsi qu'à la réunion d'information organisée par Michael Zammit Cutajar, président de l'AWG-LCA.

**Autres réunions :** les délégués de la CSI ont participé à une discussion conjointe avec Climate Justice Now (CJN), des populations indigènes, des organisations spécialisées dans les questions de genre et le forum d'Accra.

De plus, le Conseil des syndicats mondiaux (Council of Global Unions, CGU) a publié à temps pour la COP15 un nouveau numéro de son magazine « Mettre le monde au travail » intitulé *Green Growth for jobs and social justice*.

→ Mettre le monde au travail : *Green Growth for jobs and social justice*.  
<http://www.global-unions.org/spip.php?article306>

## Intervention dans les sessions formelles de la CCNUCC

Les syndicats ont été invités à participer à plusieurs réunions plénières pendant la CCNUCC :

- Ouverture de la Conférence des parties, le 7 décembre 2009  
Porte-parole syndical : Marie-Louise Knuppert (LO-Danemark)  
Discours consultable sur : [http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/AWGLCA\\_ITUCopening.pdf](http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/AWGLCA_ITUCopening.pdf)  
Vidéo : environ 3 h 04 [http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id\\_kongresssession=2293&theme=unfccc](http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id_kongresssession=2293&theme=unfccc)

- Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique  
Porte-parole syndical : Eugenio del Valle (CROC-Mexique)  
Discours consultable sur : [http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/SBSTA\\_ITUC\\_item3.pdf](http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/SBSTA_ITUC_item3.pdf)  
Vidéo : environ 1 h 22 [http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id\\_kongresssession=2313&theme=unfccc](http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id_kongresssession=2313&theme=unfccc)

- Session de clôture du Groupe de travail spécial sur le protocole de Kyoto (AWG-KP)  
Porte-parole syndical : Claude Rolin (CSC-Belgique)  
Discours consultable sur : [http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/AWGKP\\_ITUC\\_Closing.pdf](http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/AWGKP_ITUC_Closing.pdf)  
Vidéo : environ 22 minutes [http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id\\_kongresssession=2313&theme=unfccc](http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id_kongresssession=2313&theme=unfccc)

- Débat de haut niveau  
Porte-parole syndical : Sharan Burrow (président de la CSI et ACTU-Australie)  
Discours consultable sur : [http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/HLS\\_ITUCClosingRemarks.pdf](http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/HLS_ITUCClosingRemarks.pdf)  
Vidéo : environ 39 minutes [http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id\\_kongresssession=2313&theme=unfccc](http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/play.php?id_kongresssession=2313&theme=unfccc)

<sup>3</sup> Informations fournies par le TUC (Royaume-Uni)

## Organisation du pavillon du Monde du travail (WoW)

Pour la première fois, la CSI, en coopération avec la confédération syndicale du pays hôte, LO-Danemark, a créé un lieu où les syndicats et organisations syndicales de régions, de secteurs et d'intérêts différents ont pu présenter leurs expériences et partager, débattre et planifier avec d'autres acteurs (gouvernements, mouvements sociaux et environnementaux, entreprises, agences de l'ONU et agences régionales) la manière de construire une nouvelle société, société dans laquelle le climat serait protégé, dans laquelle les travailleurs et les syndicats feraient partie intégrante de la prise de décision et dans laquelle un avenir respectueux de l'environnement et durablement juste ne serait plus une illusion, mais une réalité. Dans ce pavillon du Monde du travail (WoW), un programme de trois jours de réunions, conférences et autres activités syndicales regroupées sous le slogan « les syndicats ont des solutions » (Unions have Solutions) s'est déroulé du 14 au 16 décembre 2009. Ce programme est disponible sur le site de la CSI :

- Programme du pavillon WoW  
<http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/WoW-Programme30nov.pdf>

Le pavillon du Monde du travail (WoW) a accueilli tout un éventail d'événements organisés par les syndicats du monde entier et représentant différents secteurs. Les thèmes abordés ont inclus la conversion de l'énergie au Japon, les emplois verts en Inde, les politiques industrielles sobres en carbone en Europe, les travailleuses et les emplois verts, la justice climatique, les politiques de transport durable en Espagne, les défis du secteur de la production d'électricité, le rôle des services publics, et nombre d'autres.

Vingt-huit ateliers ont été organisés et plus d'un millier de personnes ont participé aux événements du WoW, lequel a constitué l'un de nos principaux porteurs de messages pour l'ensemble de la conférence.

Les présentations organisées au pavillon WoW commencent à être publiées sur le site Internet de la CSI sur le changement climatique (<http://climate.ituc-csi.org>)

La CSI remercie chaleureusement LO-Danemark pour son soutien dans cette initiative, ainsi que toutes les organisations ayant organisé des événements au pavillon WoW ; elle espère vivement réitérer cette expérience.

## Réunion bilan de la CSI et assemblées quotidiennes

Le dimanche 13 décembre, à mi-parcours, la CSI a tenu sa session habituelle de bilan destinée à informer la délégation des progrès réalisés durant la première semaine de négociations et à définir des stratégies pour la seconde semaine de la COP15. Cette réunion a rassemblé plus de 150 syndicalistes. Le programme peut être téléchargé à partir du site Internet de la CSI sur le changement climatique  
[http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC\\_COP15\\_stocktaking\\_meeting\\_agenda.pdf](http://climate.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC_COP15_stocktaking_meeting_agenda.pdf)

## Événement parallèle et officiel de la CSI

L'événement traditionnellement organisé par la CSI en marge des négociations officielles avait vocation à présenter les propositions des syndicats aux délégués et aux participants de la société civile, ainsi qu'à visionner la vidéo récemment publiée sur les syndicats et le changement climatique. Il a dû être annulé à cause de l'exclusion des représentants de la société civile du Bella Center.

## Manifestation de la société civile

Le samedi 12 décembre, de nombreuses organisations syndicales ont répondu à l'appel de la société civile à rejoindre une manifestation pour réclamer un accord juste, ambitieux et contraignant à Copenhague. Les syndicats ont défilé sous le slogan « Unions have Solutions » (les syndicats ont des solutions) et reçu un accueil chaleureux de la part des autres partenaires de la société civile. Dans ce contexte, il faut mentionner l'appui des syndicats belges FGTB et CSC, lesquels ont fourni un fort soutien logistique et formé le gros des rangs de la manifestation.

Les photos de la manifestation sont visibles sur :

<http://picasaweb.google.es/Sustainlabour/2009ClimateDayActionCopenhagen#>

## Vidéos



La CSI et Sustainlabour ont publié quatre courtes vidéos sur l'engagement des syndicats à lutter contre le changement climatique. Au total, 41 syndicats de pays développés et en développement ont participé à leur réalisation. Nous vous invitons à les visionner et à les partager avec d'autres membres du mouvement syndical et d'autres organismes.

Messages clés :

Les syndicats se sont toujours battus pour un monde meilleur, il est temps de se mobiliser pour le changement climatique

<http://www.youtube.com/watch?v=PvTrg1nkjdA>

Le changement climatique est un problème mondial, les syndicats font partie de la solution

<http://www.youtube.com/watch?v=ajT4NzMHNYI>

Les syndicats s'engagent dans des actions très concrètes contre le changement climatique

<http://www.youtube.com/watch?v=zvsZwfasPrY>

La lutte contre le changement climatique devra être juste

<http://www.youtube.com/watch?v=m1ipyS1bZhA>

### Vidéos disponibles sur les syndicats et le changement climatique

Avec l'aide de la CSI, Sustainlabour a produit une vidéo de 20 minutes intitulée « Time to tackle climate change » (Il est temps de s'attaquer au changement climatique) qui présente les expériences, les défis, les opportunités et les engagements concrets des syndicats en faveur d'actions contre le changement climatique.

Aperçu : <http://www.sustainlabour.org/video>

La version haute qualité de cette vidéo est disponible sur demande pour vos formations et conférences.

Le film présente les expériences syndicales suivantes :

**ALLEMAGNE** (Confédération des syndicats allemands, DGB) : les syndicats rénovent des bâtiments grâce à la mise en place de mesures d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique ainsi qu'un programme qui pourrait conduire à la création de 200 000 emplois.

**ÉTATS-UNIS** United Steelworkers Union (syndicat de la métallurgie) et nombreux autres : un mois seulement après l'investiture du président Obama, plus de 2 700 représentants des travailleurs, des entreprises et des organisations environnementales se sont réunis au Capitol Hill (Washington D.C.), pour exiger des emplois verts et plaider pour une économie verte

**ROYAUME-UNI** (Trade Union Congress, TUC) : projet GreenWorkplace sur la formation des représentants des syndicats environnementaux à la réduction des émissions et à l'utilisation des énergies sur le lieu de travail.

**ESPAGNE** Les syndicats encouragent les solutions de transport public durables, le covoiturage, la construction de pistes cyclables et la location de vélos, ainsi que l'installation de panneaux solaires sur les abribus.

Instauration d'une plateforme de dialogue social tripartite entre syndicats, gouvernements et patronat sur le changement climatique

**KENYA** (Building and Woodworkers Union, BWI) : les syndicats aident les travailleurs d'une fabrique de papier ayant perdu leur emploi à travailler dans le reboisement

**ARGENTINE** (UOCRA) « Nouvelles compétences pour un nouvel avenir » : les syndicats forment plus de 500 travailleurs à l'utilisation et à l'application de technologies énergétiques renouvelables.

**INDE** La Self-Employed Women's Association (ou SEWA, l'Association des femmes indépendantes) approvisionne en énergie les femmes rurales et réduit les taux de déforestation grâce à l'utilisation de fourneaux à biogaz.

### Outils Internet et couverture médiatique

Des efforts ont été entrepris pour accroître la couverture médiatique de nos activités. Quelques exemples :

Outreach : le magazine Outreach était une publication quotidienne distribuée au Bella Center à la sortie des salles de négociation et présentant aux dirigeants, gouvernements et ONG des informations sur les approches et les initiatives actives de nombreuses organisations. Les syndicats ont rejoint cette initiative grâce au soutien de Sustainlabour. Vous trouverez l'intégralité des articles sur

<http://www.stakeholderforum.org/index.php?id=735>

Fresh Air Center : ce lieu créé par la campagne tckctck a rassemblé des blogueurs du monde entier et offert aux différentes organisations l'occasion de les informer de leurs priorités. Les syndicats ont obtenu un créneau pour exposer leurs priorités dans la négociation. La vidéo est disponible sur :

<http://live.tckctck.org/ngo-voices/fresh-air-blogger-briefing-sustainlabourinternational-trade-union-confederation>

Plusieurs membres de la délégation syndicale ont tenu leur propre blog ou participé à ceux de la CSI, par exemple :

CSI (en anglais, espagnol et français)

<http://climate.ituc-csi.org/-blog-.html?lang=en>

AFL CIO

<http://blog.aficio.org/2009/12/07/us-unions-join-climate-change-talks-in-copenhagen/>

CCOO

<http://blog.ccoo.es/sindicalismo-y-medio-ambiente>

DGB

<http://dgb-klimablog.blogspot.com>

TUC

<http://www.touchstoneblog.org.uk/2009/12/copenhagen-diary-blogging-off/>

ACTU

<http://www.actu.asn.au/Media/Speechesandopinion/SharanBurrowDiaryfromCopenhagen171209.aspx>

YS

[http://ys.no/kunder/ys/cms.nsf/\\$all/9CEC46B629B1AA48C1257682004FE2BE?open](http://ys.no/kunder/ys/cms.nsf/$all/9CEC46B629B1AA48C1257682004FE2BE?open)

ACV / CSC

<http://ACVKopenhagen.blogspot.com> et <http://CSC-Copenhague.blogspot.com>

CUPE

<http://cupe.ca/copenhagen-2009>

EMF

<http://www.industrialpolicy.eu/>

Quelques articles de presse :

Sydney Morning Herald : <http://www.smh.com.au/environment/climate-deal-criticised-by-trade-unions-and-green-groups-20091219-l6fu.html>

Bizjournal : [http://www.bizjournals.com/prnewswire/press\\_releases/Ontario/2009/12/17/TO718](http://www.bizjournals.com/prnewswire/press_releases/Ontario/2009/12/17/TO718)

Le Monde : [http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/panorama/2009/12/17/nicolas-sarkozy-n-a-pas-toutes-les-cartes-en-main\\_1282380\\_1270066\\_11757.html](http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/panorama/2009/12/17/nicolas-sarkozy-n-a-pas-toutes-les-cartes-en-main_1282380_1270066_11757.html)

Libération : <http://copenhague.blogs.liberation.fr/climat/2009/12/tout-est-l%C3%A0-pour-un-sommet-passionnant.html>

Scoop : <http://www.scoop.co.nz/stories/WO0912/S00485.htm>

Tribuna del Bio-Bio [http://www.tribunadelbiobio.cl/portal/index.php?option=com\\_content&task=view&id=3129&Itemid=85](http://www.tribunadelbiobio.cl/portal/index.php?option=com_content&task=view&id=3129&Itemid=85)

Het Nieuwsblad : [http://www.nieuwsblad.be/article/detail.aspx?articleid=DMF20091213\\_018](http://www.nieuwsblad.be/article/detail.aspx?articleid=DMF20091213_018)

L'Humanité : <http://www.humanite.fr/article2757264.2757264>

In these times : [http://inthesetimes.com/working/entry/5297/labor\\_seeing\\_green\\_after\\_the\\_climate\\_talks/](http://inthesetimes.com/working/entry/5297/labor_seeing_green_after_the_climate_talks/)

Truthout : <http://www.truthout.org/unions-call-science-based-reductions-greenhouse-gases56133>

## Photos

Les photos prises par notre délégation sont accessibles dans les albums Picasa suivants :

Sustainlabour : <http://picasaweb.google.es/Sustainlabour/COP15Copenhagen02#>

Bob Baugh : <http://picasaweb.google.com/bobbablue/ITUCCOP15#>

<http://picasaweb.google.com/bobbablue/CopenhagenCOP15#>

### 3. Évaluation des progrès

#### Évaluation des progrès des politiques de changement climatique et des questions liées au travail dans les négociations

Dans l'ensemble, l'issue officielle du sommet de Copenhague a été décevante et sans grande substance. Aucun accord contraignant ou ambitieux n'est sorti de la COP15 ; aucun objectif de réduction des émissions n'a été adopté et seuls les besoins financiers à court terme ont été satisfaits ; aucune référence aux demandes des syndicats n'apparaît dans les textes adoptés.

#### *Décisions officielles de la COP*

La Conférence des parties n'a pris qu'une seule décision<sup>4</sup> importante, laquelle étend le mandat des Groupes de travail spéciaux sur l'action coopérative de long terme (AWG-LCA) et sur le protocole de Kyoto (AWG-KP). Ceux-ci devaient conclure leurs travaux à Copenhague, mais il leur a été demandé de fonctionner

<sup>4</sup> D'autres décisions techniques ont également été prises, mais elles n'ont pas de rapport avec le cadre post-2012

jusqu'à la 16<sup>e</sup> Conférence des parties, qui se tiendra à Cancún, au Mexique (du 29 novembre au 10 décembre 2010). Par cette décision, la COP a choisi de baser les futures négociations sur les documents présentés par l'AWG-LCA à la fin de la COP15<sup>5</sup>.

Malheureusement, l'AWG-LCA n'a pas avancé de proposition de texte sur la section « vision partagée », dans laquelle nos propositions sur la transition juste avaient été incluses. À l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si les nouveaux président et coprésident de l'AWG-LCA vont utiliser comme base de discussion sur la vision partagée le document rédigé par l'ancien président Michael Zammit Cutajar et amendé par les parties, ou s'ils vont commencer à négocier cette section depuis le début, une fois de plus.

Les références à la transition juste et au travail décent ont été conservées dans les projets soumis à la section sur les mesures d'intervention et peuvent être consultées sur :  
<http://unfccc.int/resource/docs/2009/awglca8/eng/107a07.pdf>

Les références au développement des travailleurs et à la formation professionnelle ont été conservées dans la section sur les transferts technologiques et sont disponibles sur :  
<http://unfccc.int/resource/docs/2009/awglca8/eng/107a03.pdf>

Il est important de souligner que durant la période de fonctionnement de l'AWG-LCA, les efforts réalisés par le mouvement syndical ont réussi à convaincre les gouvernements de soutenir nos références à la transition juste et au travail décent dans la section « vision partagée », et ce soutien d'une sincérité sans précédent s'est élargi au G77, à l'UE et aux États-Unis. Pourtant, si nous ne maintenons pas la pression, ce succès risque d'être ignoré par les négociateurs des nouveaux projets de textes.

#### *Accord de Copenhague*

Dans les derniers jours de la COP, il a été demandé aux gouvernements de prendre des décisions sur les « obstacles » identifiés par les négociateurs et présentés dans les tableaux réalisés par les AWG (à savoir le niveau de réduction des émissions pour les pays de l'annexe I, les besoins financiers, la poursuite ou non du protocole de Kyoto, les DPI et les échanges commerciaux, entre autres). À la place, les dirigeants, en particulier ceux des États-Unis et des pays BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine) ont finalement préféré rédiger un nouveau document bien plus court intitulé « accord de Copenhague ». Ce projet était soutenu par de nombreux pays, mais pas tous, et il n'a pas obtenu le consensus lors de la réunion plénière. Il n'a donc pas été adopté par la COP et sa valeur juridique est incertaine.

Par rapport aux objectifs des syndicats décrits en section 1 (réclamer un accord ambitieux à la COP15 et s'assurer que les principales questions syndicales sont incluses aux décisions), l'accord de Copenhague est très insuffisant. De nombreuses analyses de son contenu sont disponibles en ligne<sup>6</sup>, mais dans ces circonstances, la CSI est d'avis que les efforts des syndicats doivent se concentrer sur les documents officiels de la CCNUCC.

#### **Évaluation de l'action des syndicats**

Bien qu'il soit très difficile de faire la part des choses entre l'évaluation des actions syndicales et les résultats globaux de la conférence, il est nécessaire d'identifier les réussites et les points faibles des activités syndicales afin d'accroître à l'avenir notre impact et nos capacités sur ce processus et sur les politiques de changement climatique en général.

En termes de négociations, on peut conclure que les efforts de lobbying réalisés en deux ans (depuis la COP13) par la CSI, ses affiliés et Global Unions se sont révélés efficaces. Les projets de textes ayant émergé des négociations de Copenhague contenaient plusieurs références au monde du travail, notamment des mentions très spécifiques à la transition juste, au travail décent et à la formation des travailleurs. Le fait que ces propositions aient obtenu le soutien appuyé de délégations très différentes (pays développés et en développement, y compris des pays réputés pour leur franc-parler et des pays en général plus timides)

<sup>5</sup> Ces documents couvrent les questions de l'adaptation, la finance, le développement et le transfert de technologies, le renforcement des capacités et l'atténuation (sur les réductions des émissions par les pays en développement, les forêts, les conséquences des mesures d'intervention, les mécanismes de réduction des émissions, les approches sectorielles sur l'agriculture) et sont disponibles sur : [http://unfccc.int/meetings/ad\\_hoc\\_working\\_groups/lca/items/5243.php](http://unfccc.int/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/items/5243.php) Les groupes ayant préparé les documents sur la vision partagée et l'atténuation dans les pays développés ne sont pas parvenus à rédiger de projet.

<sup>6</sup> Analyse de l'accord de Copenhague par le TWN : <http://www.twinside.org.sg/title2/climate/info.service/2010/climate20100103.htm>  
US CAN <http://www.usclimatenetwork.org/policy/understanding-the-copenhagen-agreement>

L'accord de Copenhague introduit le concept d'un mécanisme pour les technologies qui devrait être défini prochainement. Alors qu'il s'agit d'un élément essentiel de tout accord sur le changement climatique, l'absence de soutien complet en faveur de cet accord indique qu'il est nécessaire de renforcer notre travail sur le suivi des technologies au sein de l'AWG LCA.

prouve qu'il sera possible d'obtenir un véritable consensus des gouvernements sur l'inclusion des questions liées au travail dans le prochain accord. Il faut cependant noter que les changements dans la portée, les détails et l'ambition du futur accord pourraient entraîner l'omission de nos propositions. Il faut donc maintenir la pression à différents niveaux : d'une part, suivre l'évolution des négociations de la CCNUCC et d'autre part, renforcer la pression au niveau national, grâce au lobbying actif de nos affiliés, à l'approche de la COP16.

Les syndicats ont également fait des progrès dans leur relation avec d'autres organisations, ce qui est essentiel pour intégrer notre message dans les politiques de ces organisations. Cela peut sembler aller de soi dans d'autres forums, mais il a fallu du temps pour y parvenir dans les négociations climatiques. La force de notre position, que d'aucuns estimeront conservatrice, est le soutien renouvelé que lui apporte un groupe varié d'organisations syndicales, tandis que de nombreux groupes très actifs dans ce processus ont reconnu ce fait de diverses manières. Les syndicats ont été invités à rejoindre presque toutes les plateformes de la société civile (ce que nous n'avons pas nécessairement accepté de faire, mais c'est un geste significatif car c'est un baromètre de la reconnaissance de la position des syndicats), la presse a commencé à reconnaître notre présence, plusieurs médias ont évoqué notre travail et de nombreuses organisations ont activement participé à notre pavillon du Monde du travail qui, loin de nous avoir séparés de la société civile, est devenu un lieu de dialogue et d'échange avec les ONG, les représentants gouvernementaux et les organisations patronales.

Certes, il reste nécessaire de renforcer la cohérence entre les positions syndicales nationales sur le changement climatique et celles prises au niveau international, mais la participation des syndicats à la COP15 a dans l'ensemble indiqué une réelle amélioration de la manière dont nous influençons le processus et interagissons avec les autres acteurs, ainsi que de notre manière de travailler en tant que groupe.

#### **4. Suivi et planification pour l'année prochaine**

Il ne faut pas que l'année 2010 s'achève sans l'adoption d'un nouveau cadre pour le changement climatique par la CCNUCC. Il est vrai que les divergences entre les pays n'ont jamais été aussi grandes, mais d'un autre côté, les gouvernements et acteurs influents de la société civile saisissent mieux, désormais, la taille de l'enjeu. Copenhague a toutefois laissé de nombreuses autres questions sans réponse. Le processus de la CCNUCC va-t-il survivre aux pressions accrues des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays en faveur de négociations menées à échelle réduite, comme au G20 ? Cela va-t-il régler les divisions entre pays en développement ? Quel sera le rôle des pays BASIC ?

Pour les syndicats, le défi consiste à continuer d'encourager une action climatique ambitieuse et de financer des politiques relatives au changement climatique, dans un contexte où le chômage devrait rester élevé, et à faire du programme de transition juste une priorité en matière de changement climatique, de sorte qu'elle soit reconnue dans l'accord de la CCNUCC qui sera internationalement négocié et convenu.

Concernant les aspects des politiques climatiques, les syndicats n'ont jamais été aussi proches d'obtenir une reconnaissance de la transition juste et du travail décent dans un accord environnemental multilatéral, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Les efforts devront être multipliés et l'engagement du mouvement syndical en faveur de la lutte contre changement climatique doit prendre de l'ampleur.

#### **Actions prioritaires de la CSI au niveau de la CCNUCC en 2010 :**

- Offrir une préparation et un suivi suffisants pour les réunions de la CCNUCC. Outre la COP16 au Mexique, quatre autres réunions préparatoires sont prévues cette année. L'une aura d'ores et déjà lieu à Bonn, début juin, les autres doivent encore être planifiées et annoncées par le secrétariat de la CCNUCC.
- Organiser des réunions (de haut niveau et d'experts) avec le secrétariat de la CCNUCC, les principaux gouvernements et autres acteurs majeurs du processus climatique (PNUE, principales ONG, etc.) afin d'améliorer la visibilité des demandes syndicales et leur soutien.
- Renforcer le lobbying public sur la « transition juste » et le travail décent à la CCNUCC et prévoir une réunion exploratoire avec les nouveaux dirigeants élus du comité AWG-LCA. Une version à jour du dépliant sur la transition juste pourrait constituer l'étape suivante.
- Continuer de bâtir une position de la CSI sur des questions devenues centrales dans les négociations, telles que la finance (notamment la taxe sur les transactions financières). Cela devrait aller dans le sens de la définition d'un système financier, économique et social transparent fonctionnant pour le bénéfice de tous et permettant le développement des pays pauvres.

### **Priorités de la CSI pour d'autres actions sur le changement climatique :**

- Explorer les possibilités pour organiser un pavillon du Monde du travail (WoW) lors de la COP16 au Mexique.
- Entretenir une coopération active avec Global Unions, en offrant un suivi des activités entreprises avec les organisations de la société civile (p. ex. la GCCA) et maintenir le dialogue avec les autres coalitions.
- Explorer les possibilités de coopération avec les universités et offrir un suivi de l'atelier du GURN/CSI sur les aspects liés à l'emploi du changement climatique, prévu les 25 et 26 mars 2010.
- Offrir aux affiliés une plateforme pour faire pression sur les gouvernements, sur la base de la déclaration des syndicats pour la COP15, en particulier dans les pays où les syndicats entretiennent des rapports efficaces avec les responsables gouvernementaux, afin d'insister sur la nécessité, pour les gouvernements, d'incorporer les demandes de la CSI dans les mandats nationaux de négociation.
- Améliorer la cohérence entre les positions de la CSI et les propositions sur le changement climatique, ou autres, liées à la crise économique actuelle ou à d'autres questions politiques abordées ailleurs, comme au G20, et fortement encourager l'insertion des expressions « transition juste » et « travail décent » dans les documents sur le climat.
- Augmenter la visibilité médiatique de l'action syndicale en matière de changement climatique grâce, entre autres, aux contacts entre les syndicats nationaux et leurs homologues des médias.
- Entreprendre des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation pour les syndicalistes, et consolider la coopération avec Sustainlabour, en particulier en matière de formation des syndicalistes dans les pays en développement.